Distr.
LIMITEE

E/CN.4/1993/L.3
15 février 1993

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Quarante-neuvième session
Point 27 de l'ordre du jour

SITUATION DES DROITS DE L'HOMME DANS LES TERRITOIRES DE L'EX-YOUGOSLAVIE

Afghanistan*, Albanie*, Arabie saoudite*, Bahreïn*, Bosnie-Herzégovine*,
Emirats arabes unis*, Indonésie, Iran (République islamique d'),
Jordanie*, Koweït*, Malaisie, Oman*, Pakistan, Qatar*,
Sénégal*, Slovénie*, Somalie*, Soudan, Turquie*
et Yémen* : projet de résolution

* Conformément au paragraphe 3 de l'article 69 du règlement intérieur
des commissions techniques du Conseil économique et social.

Violences et viols dont sont victimes femmes et enfants

dans le territoire de l'ex-Yougoslavie

La Commission des droits de l'homme,

Conformément aux dispositions de la Charte des Nations Unies et de tous les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme applicables en la matière, notamment la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, ainsi qu'aux normes du droit humanitaire international, en particulier celles énoncées dans les Conventions de Genève du 12 août 1949, leurs Protocoles additionnels de 1977 et la résolution 3074 (XXVIII) de l'Assemblée générale en date du 3 décembre 1973,

Atterrée par les informations établies faisant régulièrement état de violences et de viols généralisés sur les femmes et les enfants, en particulier du recours systématique à ces pratiques par les forces serbes contre les femmes et enfants musulmans dans la République de Bosnie-Herzégovine,

Convaincue que ces pratiques odieuses constituent une arme délibérée de guerre utilisée dans le cadre de la politique serbe de nettoyage ethnique qui, ainsi que l'a déclaré l'Assemblée générale dans sa résolution 47/121 du 17 décembre 1992, est une forme de génocide,

Rappelant les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale qui condamnent notamment la pratique barbare et ignoble du viol,

1. Condamne dans les termes les plus énergiques les viols et violences dont sont victimes les femmes et les enfants sur le territoire de l'ex-Yougoslavie, notamment l'usage qu'en font les forces serbes comme arme de guerre contre les femmes et les enfants musulmans, et qui font partie intégrante de la politique de nettoyage ethnique dans la République de Bosnie-Herzégovine;

2. Demande à tous les Etats Membres et aux organes des Nations Unies de fournir aux victimes toute l'aide dont elles ont besoin pour leur réadaptation physique et psychologique;

3. Prie instamment tous les Etats Membres des Nations Unies de prendre toutes les mesures nécessaires, ainsi que le prévoit la Charte des Nations Unies, en vue de mettre un terme à ces pratiques odieuses;

4. Demande que conformément au droit international et compte tenu des dispositions de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, les Etats Membres des Nations Unies, individuellement et collectivement, fassent traduire en justice tous ceux qui sont directement ou indirectement responsables de ces crimes exécrables;

5. Prie le Secrétaire général de présenter un rapport sur l'application de la présente résolution aux membres de la Commission des droits de l'homme au plus tard le 30 juin 1993.